

édito /



Il est loin le temps (il y a 130 ans...) où de nombreux Luxembourgeois, ont, à l'instar de leurs voisins d'ailleurs, cherché leur bonheur en émigrant vers le Nouveau Monde.

Un marché immobilier très cher dans le pays les incite à présent à une forme de mobilité particulière : changer de pays de résidence sans changer de pays de travail.

On constatera cependant que le phénomène n'a pas l'ampleur qu'on lui attribue parfois, et

qu'il est proportionnellement bien plus important entre la Sarre et la Lorraine.

Enfin, il apparaît, sur base de plusieurs années d'analyses menées par l'Université de Luxembourg, que la mobilité résidentielle est bien plus complexe qu'il n'y paraît.

Arthur Tibesar
Cellule EURES de l'ADEM

Frontalier dans son propre pays...

Les nouveaux émigrants luxembourgeois

Globalement, les Luxembourgeois sont peu nombreux à quitter leur pays pour travailler dans un pays voisin.

A moins d'être fonctionnaire international ou cadre supérieur dans une multinationale, le jeu n'en vaut pas la chandelle...

La Belgique, pourtant très proche, n'attire pas vraiment. Ils y étaient 4.701 fin 1990, 4.353 fin 2000 et 4.290 fin 2005 (INS - Ecodata). Mais, leur nombre est en croissance prononcée dans la Province de Luxembourg.

En Allemagne, la population luxembourgeoise s'accroît lentement depuis les années 70 (3 659 en 1970, 5.261 en 1990, 5.981 en 2000). Depuis 2000, le mouvement s'accélère (7.595 en 2005), avec une augmentation de 1.614 unités en 6 ans.

Cette accélération se localise en zone frontalière :

- en Sarre, on passe de 623 fin 2000 à 1.021 en 2005.
- en Rhénanie-Palatinat, on passe de 1 317 résidents en 1992 à 1 885 dix ans plus tard et à 2 659 fin 2005, ce qui équivaut à un doublement en 14 ans.

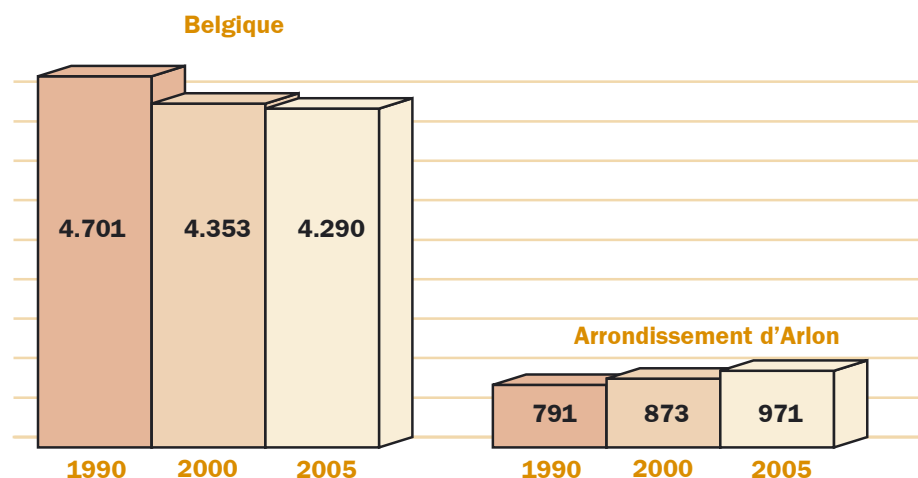
Pour la France, on ne dispose malheureusement pas de données récentes similaires.

L'analyse des données belges est particulièrement intéressante pour notre propos.

En 15 ans, le nombre de résidents luxembourgeois diminue de près de 9 % en Belgique, mais est en augmentation dans la province de Luxembourg (+30%), principalement dans les arrondissements pro-

ches de Virton et d'Arlon. La hausse est moins sensible dans les arrondissements de Bastogne et de Neufchâteau, qui, pourtant, offrent un accès à la propriété à des conditions plus favorables que dans le sud de la province.

Population luxembourgeoise en Belgique



Sources : INS - ECODATA

Les cahiers transfrontaliers d'EURES *Luxembourg*

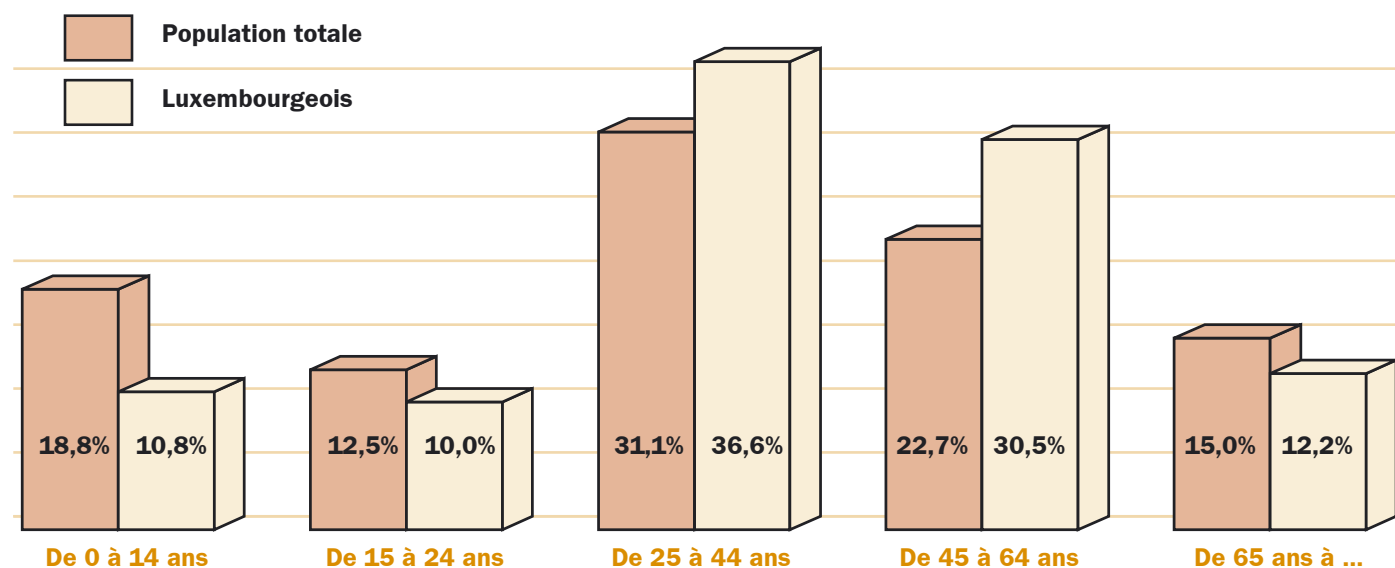
👉 Evolution du nombre de résidents luxembourgeois en Belgique

		1990	2000	2005	Evolution 1990 - 2005	
					Nbr.	%
Belgique		4 701	4 353	4 290	-411	-8,7
dont	Région Wallonne	2 407	2 356	2 522	115	4,8
	Bruxelles- Capitale	1 616	1 375	1 206	-410	-25,4
	Région Flamande	678	622	562	-116	-17,1
	Province de Liège	705	591	559	-146	-20,7
Province de Luxembourg		1 065	1 172	1 383	318	29,9
dont	Arrondissement d'Arlon	791	873	971	180	22,8
	Arrondissement de Bastogne	99	99	127	28	28,3
	Arrondissement de Marche	19	18	20	1	5,3
	Arrondissement de Neufchâteau	53	45	65	12	22,6
	Arrondissement de Virton	103	137	200	97	94,2
Arrondissement d'Arlon		791	873	971	180	22,8
dont	Commune d'Arlon	224	230	279	55	24,6
	Commune d'Attert	42	39	51	9	21,4
	Commune d'Aubange	321	408	422	101	31,5
	Commune de Martelange	67	50	59	-8	-11,9
	Commune de Messancy	137	146	160	23	16,8

Sources : INS - ECODATA

Les nouveaux résidents du Sud de la Belgique sont des personnes en âge de travailler, ainsi que le montre la structure par classe d'âge de la population arlonaise, prise ici comme exemple.

Structure selon l'âge - Commune d'Arlon 2005

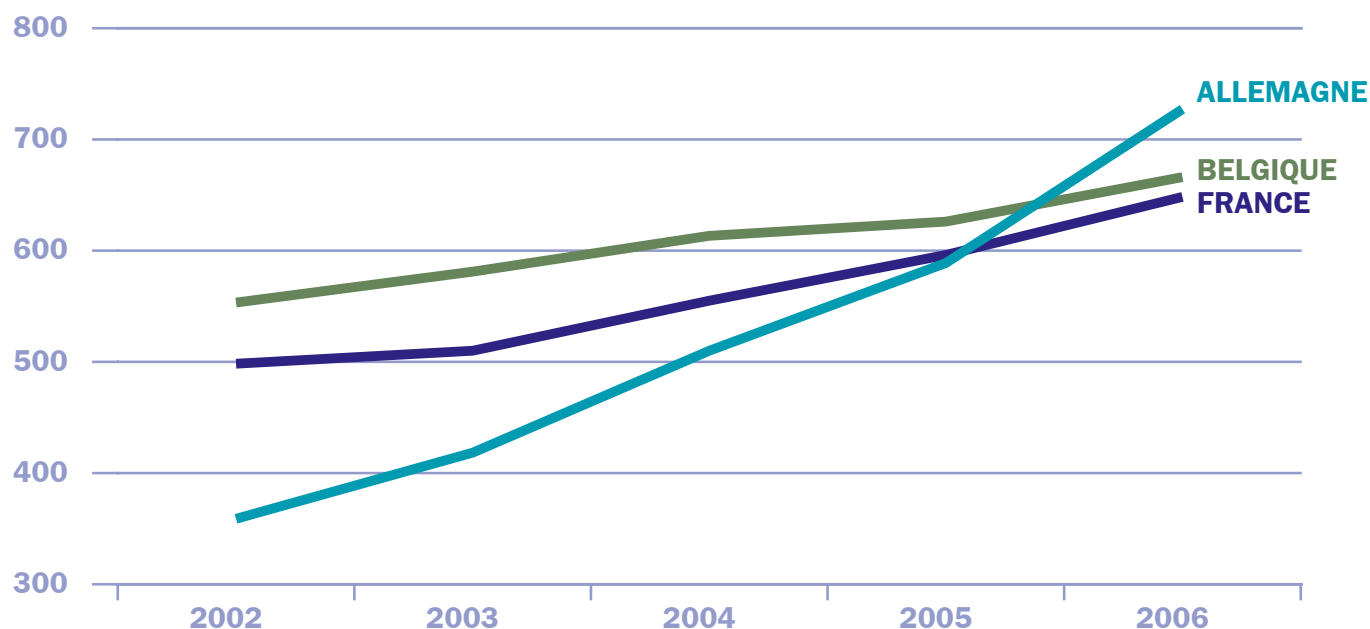


Sources : INS - ECODATA

Les cahiers transfrontaliers d'EURES *Luxembourg*

La migration résidentielle est donc clairement attribuable au phénomène du travail frontalier «atypique» : des travailleurs qui deviennent des frontaliers de leur propre pays.

Frontaliers de nationalité luxembourgeoise



Source : IGSS - Données au 31 mars

📍 Frontaliers de nationalité luxembourgeoise vers le Luxembourg résidant en ALLEMAGNE

	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	359	418	510	589	727
Rhénanie-Palatinat	261	303	378	434	501
Berncastel-Wittlich	1	4	5	7	9
Birkenfeld	1	1	1	1	0
Bitburg-Prüm	99	117	151	154	178
Cochem-Zell	2	1	1	1	1
Trier-Stadt	26	31	35	37	45
Trier-Saarburg	132	149	185	234	268
Moselle	79	90	108	127	187
Merzig-Wadern	73	85	101	120	180
Saarlouis	3	3	4	4	4
St. Wendel	1	0	0	0	1
Stadtverband Saarbrücken	2	2	3	3	2
Reste du pays	19	25	24	28	39

Source : IGSS - Données au 31 mars

Les cahiers transfrontaliers d'EURES *Luxembourg*

👉 Frontaliers de nationalité luxembourgeoise vers le Luxembourg résidant en BELGIQUE

	2002	2003	2004	2005	2006
Belgique	553	581	613	626	666
Province de Luxembourg	487	518	544	558	599
Arrondissement d'Arlon	385	402	415	409	452
Arlon	121	120	121	120	132
Attert	24	23	25	28	25
Aubange	156	167	169	160	190
Martelange	11	12	17	15	14
Messancy	73	80	83	86	91
Arrondissement de Bastogne	36	41	38	40	42
Bastogne	15	19	16	18	18
Bertogne		2	2	2	1
Fauvillers	7	8	7	6	6
Gouvy	6	4	4	5	5
Houffalize	2	3	3	3	4
Sainte Ode	2	2	1	1	2
Vaux-sur-Sûre	3	2	4	4	4
Vielsalm	1	1	1	1	2
Arrondissement de Neufchâteau	6	10	15	16	21
Bertrix		1	3	3	2
Bouillon				1	1
Daverdisse			1		1
Herbeumont		1	1	1	12
Léglise	6	7	8	9	2
Libramont			1	1	2
Saint-Hubert		1	1	1	1
Arrondissement de Virton	60	65	76	93	84
Chiny	2	3	3	4	2
Etalle	6	6	7	8	8
Florenville	1	2	2		0
Habay	12	10	17	23	21
Meix-devant-Virton	1	3	2	5	6
Musson	13	13	14	21	20
Rouvroy	2	1	1	2	2
Saint-Léger	12	12	11	11	9
Tintigny	1	1	1	2	2
Virton	10	14	18	17	14
Province de Liège	34	36	41	43	40
Amblève	1	1	2	2	2
Aywaille			1	1	1
Burg-Reuland	29	30	35	36	33
Jalhay		1		1	1
Lierneux				1	
Malmedy		1	1	1	1
Saint-Vith	4	3	2	1	2
Reste du pays	32	27	28	25	27

Source : IGSS - Données au 31 mars

Les cahiers transfrontaliers d'EURES *Luxembourg*

📍 Frontaliers de nationalité luxembourgeoise vers le Luxembourg résidant en FRANCE

	2002	2003	2004	2005	2006
France	498	510	555	596	648
Champagne-Ardennes		1			2
Lorraine	474	484	528	563	615
Meurthe-et-Moselle	156	154	166	186	203
Audun-le-Roman	26	29	38	42	49
Briey		1	1	1	3
Conflans-en Jarsiny			1	3	3
Herseange	30	30	31	31	31
Homécourt				1	2
Longuyon	14	14	15	13	17
Longwy	5	6	7	9	10
Mont-Saint-Martin	17	15	16	26	30
Villerupt	64	59	57	60	58
Meuse	4	4	9	10	18
Dun-sur-Meuse	1				1
Montfaucon			2	2	2
Montmedy					3
Spincourt	3	4	6	7	10
Stenay			1	1	2
Moselle	314	326	353	367	394
Algrange	8	7	9	10	12
Ars-sur-Moselle	1	1	1	1	1
Bouzonville	0	1	1	1	1
Cattenom	105	120	130	143	146
Fameck	5	6	5	6	5
Faulquemont	1	1			
Florange	1	3	3	4	3
Fontoy	100	92	104	98	118
Hayange	6	5	5	4	5
Maizières-les-Metz	3	3	5	4	4
Marange		1	1	1	2
Metz	8	7	5	6	5
Metzevisse	10	9	12	9	12
Montigny-les-Metz	1	1	1	1	1
Moyeuvre-Grande	1	2	4	4	3
Pange	3	3	3	3	3
Rombas	1	1			2
Sierck-les-Bains	19	19	20	22	26
Thionville	26	28	29	35	27
Verny	1	1	2	1	2
Vigy	1	1	1	1	1
Woippy			1	1	1
Yutz	13	14	11	12	14
Reste du pays	24	25	27	33	31

Source : IGSS - Données au 31 mars

Frontaliers « atypiques » : un phénomène bien plus marqué dans la zone Lorraine-Sarre

Nous disposons des intéressants travaux de CALAIS (2006, 113-116) menés depuis de nombreuses années sur la mobilité résidentielle : mobilité qui se traduit non pas par un changement de pays de travail, mais de résidence.

D'un point de vue français, on peut observer deux courants distincts :

- *le premier* est celui de citoyens allemands et belges qui ont choisi de résider sur le versant français avec pour motif, le coût du foncier et de l'immobilier ou encore le poids de la fiscalité,
- *le second* est celui de citoyens français, travaillant au Luxembourg qui, à un moment donné, choisissent d'accomplir un saut résidentiel pour habiter le plus près possible de leur lieu de travail.

Au cours des années 1990, le nombre de ménages allemands s'installant en Moselle Est a connu une forte

croissance. Ainsi, début 2000 plus de 12.000 citoyens allemands habitaient la Moselle, ils n'étaient que 6.000 en 1985. Ce doublement, plus particulièrement marqué en Moselle Est, ne s'est pas fait de façon linéaire. De 1985 à 1990, l'augmentation globale ne fut que de 800 personnes. Le flux s'est ensuite accéléré pour atteindre le millier par an au cours des années 1994 et 1995. Ensuite, l'augmentation s'est quelque peu ralentie à un rythme de 650 à 700 l'an, pour arriver à une stabilisation : le phénomène s'est tassé suite à une certaine saturation immobilière du côté français et à une reprise très nette de la création de logements en Sarre (CALAIS, 2006, 113-114).

Pour ce qui concerne l'aspect «travail frontalier», WILLE & KUNTZ (2006, 51) notent qu'en 2004, 32 % (6.767 personnes) des frontaliers de résidence française travaillant en Allemagne sont de nationalité allemande.

Enfin, CALAIS (2006, 115) note le même phénomène du côté franco-belge : aujourd'hui, 12,5% de la population du canton de Montmédy et 5,4% de celle de Longwy est d'origine belgo-luxembourgeoise. La commune de Thonne-la-Long compte près de 40% de citoyens belges. Le taux dépasse 30% à Verneuil-Grand. La population résidente en France continue de travailler en Belgique (bénéficiant de la convention fiscale franco-belge) ou au Grand-Duché de Luxembourg.

Le changement de pays de résidence : un phénomène complexe

Le changement de pays de résidence est cependant un phénomène plus complexe qu'il n'y paraît. Des travailleurs luxembourgeois (ou autres) quittent leur pays pour résider de l'autre côté de la frontière, tandis que des frontaliers font le chemin inverse. Ce phénomène est mis en évidence dans les travaux de PIGERON-PIROTH (2006, 126-127) sur la mobilité résidentielle des personnes ayant un emploi au Luxembourg :

La mobilité transfrontalière comprend les changements de pays de résidence ayant lieu entre le Luxembourg et les trois pays limitrophes (la France, l'Allemagne et la Belgique). En comparant la situation du 31 mars 1995 à celle du 31 mars 2004, environ 4.380 personnes travaillant au

Luxembourg ont changé de pays de résidence. Les migrations au départ ou à destination du Luxembourg sont les plus importantes (voir carte).

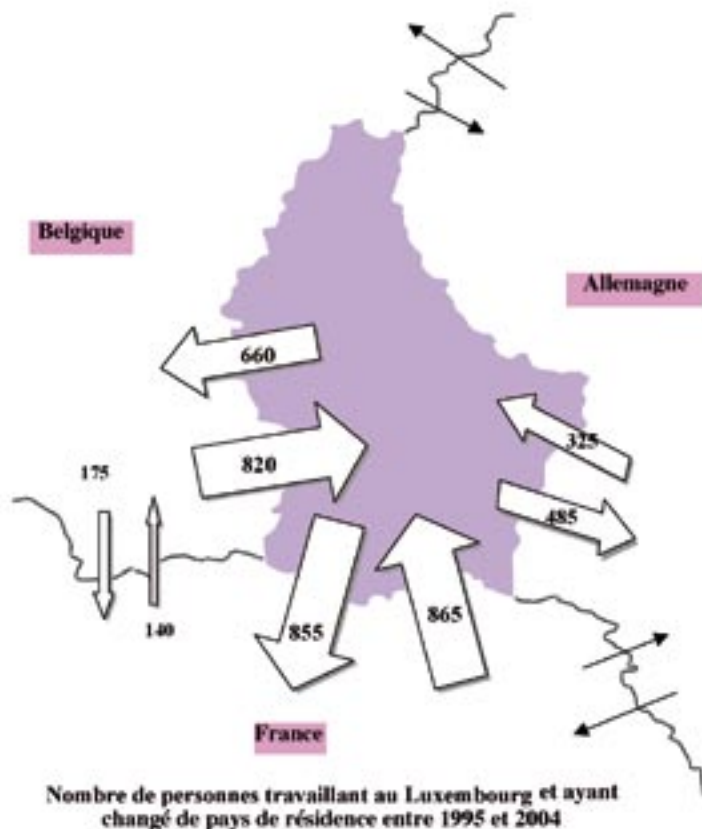
Les deux principaux mouvements :

- *des frontaliers s'établissent au Luxembourg (environ 2.010 personnes) ;*
- *des résidents s'installent en France, Allemagne ou Belgique tout en continuant à exercer leur activité au Luxembourg (environ 2.000 personnes).*

Sur notre période d'analyse, il y a eu presque autant d'installations au Luxembourg, que de départs du Luxembourg (en effectif). Néanmoins, quelques différences sont à noter selon les pays. Les personnes qui quittent la Belgique pour

s'installer au Luxembourg sont plus nombreuses que celles qui effectuent la migration inverse. Par contre, les migrations entre le Luxembourg et l'Allemagne sont plus souvent marquées par des départs du Luxembourg que par des installations au Luxembourg.

Les changements de pays de résidence des salariés et non salariés travaillant au Luxembourg en mars 1995 et mars 2004



Nombre de personnes travaillant au Luxembourg et ayant
changé de pays de résidence entre 1995 et 2004

Les mouvements de moins de 25 personnes n'ont pas été représentés

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Note de lecture : parmi les personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 ET en mars 2004, 820 ont quitté la Belgique pour aller s'installer au Luxembourg.

Source : PIGERON-PIROTH (2006, 127)

Conclusions

Les raisons pour lesquelles les « actifs » changent de pays de résidence sont multiples. Les Luxembourgeois (vers les autres pays) et les Allemands (vers la France) quittent leur pays en raison du prix du foncier et de l'immobilier. Les Belges s'installent en France pour des raisons fiscales.

Par ailleurs, les nouveaux venus sur le marché du travail luxembourgeois, qui viennent pour une part non négligeable d'entre eux, de fort loin, s'installent à proximité de la frontière, accentuant ainsi la pression sur les prix.

D'autres enfin privilégient la proximité par rapport au lieu de travail en s'installant au Luxembourg, compensant ainsi partiellement ceux qui prennent le chemin inverse.

Bibliographie

CALAIS, G. – 2005 – Mobilité du travail et mobilité résidentielle. Actes du Séminaire EURES-OIE *Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière*. Luxembourg, 14-15 mars, 113-116.

PIGERON-PIROTH, I. – La mobilité des frontaliers travaillant au Luxembourg. Actes du Séminaire EURES-OIE *Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière*. Luxembourg, 14-15 mars, 117-132.

WILLE, C. & KUNTZ – Im eigenen Land wohnen, beim Nachbarn arbeiten ? Actes du Séminaire EURES-OIE *Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière*. Luxembourg, 14-15 mars, 47-55.

Besoin de renseignements sur les accidents du travail, les maladies professionnelles, l'assurance chômage, l'assurance maladie-maternité, l'assurance vieillesse, la pension d'invalidité ou les prestations familiales ?

Consultez ou téléchargez les dossiers utiles
sur notre site www.eureslux.org



Ont collaboré à ce numéro :

Arthur Tibesar, Fabienne Jacquet (Cellule EURES de l'ADEM)

Franz Clément et Fanny Robert (CRD EURES Luxembourg)

Avec le soutien financier du programme EURES de l'Union Européenne (europa.eu.int/eures)



EURES Luxembourg

Une collaboration ADEM - CEPS/INSTEAD
Rue Bender, 1 • L-1229 Luxembourg
Tél : 00 352 478 53 89 / 478 54 78
FAX : 00 352 26 19 08 21
jean.hoffmann@adem.etat.lu
arthur.tibesar@adem.etat.lu
fabienne.jacquet@adem.etat.lu

CRD EURES Luxembourg

Franz Clément
Fanny Robert
BP 48 • L-4501 Differdange
Tél : 00 352 58 58 55 531 / 58 58 55 549
FAX : 00 352 58 55 53
franz.clement@ceps.lu
fanny.robert@ceps.lu